

## Un peu de philosophie, de prospective et du bon sens (15 février 2014)

Des menaces sérieuses pèsent au plan planétaire : le dérèglement climatique, la poursuite des émissions de gaz à effet de serre, la raréfaction des ressources naturelles sans parler du tabou de l'accroissement démographique qu'il est mal vu d'évoquer. S'y ajoutent, à des degrés variables selon les régions, des problèmes de pauvreté, de chômage, de manque de croissance, de pénurie d'eau, d'épidémie ou encore de dettes publiques excessives...

La France n'échappe pas à ces menaces mais si elle est plus touchée que certains de ses proches voisins (croissance, chômage, dettes) elle est en revanche mieux placée que d'autres dans d'autres domaines : baisse des émissions de CO<sub>2</sub> pourtant déjà faibles, taux d'indépendance énergétique, coût de l'électricité par exemple... Or ces atouts sont aujourd'hui en péril sans que la population en ait conscience.

Par exemple le développement en France des énergies renouvelables, pourtant très largement vanté mais contribuant encore très faiblement, moins de 4%, à la production d'électricité, contribue à la hausse des prix de l'électricité, entraîne la hausse des importations de gaz nécessaire pour pallier l'intermittence du vent ou du soleil et par contrecoup la hausse des émissions de CO<sub>2</sub> qui en découle.

Le développement à grande échelle des énergies renouvelables ne sera intéressant en France que le jour où celles-ci seront compétitives et viendront se substituer aux énergies fossiles et non au nucléaire comme c'est le cas aujourd'hui. Le jour où, enfin, on saura stocker économiquement l'électricité les énergies renouvelables pourront même prendre une place tout à fait prépondérante. Ce jour est encore lointain, et pourtant le débat français sur la transition énergétique comme le *Paquet Climat 2030* de l'Europe nous promettent une accélération du développement des renouvelables et l'amorce du déclin du nucléaire.

On ne peut que regretter qu'une question aussi sérieuse que l'approvisionnement électrique du pays ne fasse pas l'objet d'une réflexion sereine au niveau gouvernemental associant, comme dans un passé pas si lointain, les scientifiques et les experts plutôt que les groupes de pression. Il y a tout lieu de déplorer en particulier le fait que l'Etat n'ait pas suscité à temps de réflexion stratégique sur la question de l'avenir du parc nucléaire (remplacement, abandon progressif ou prolongation) poussant ainsi EDF dans la voie de l'allongement de la durée de vie.

L'allongement jusqu'à 60 ans de la durée de vie de tous les réacteurs existants en France, comme le laisse entendre EDF depuis plusieurs années, semble pourtant aussi déraisonnable que le serait un recours massif aux renouvelables. Plus tôt le pays sortira de cette alternative sans nuance et mieux il s'en portera. La date clé n'est du reste pas 2016, date annoncée pour la fermeture de Fessenheim pourtant reconnue apte par l'Autorité de Sûreté mais 2018/21 période au cours de laquelle une vingtaine de réacteurs atteindront leur 40<sup>ème</sup> anniversaire.

Dans le court délai qui nous sépare de cette échéance il n'est pas réaliste d'espérer remplacer 20 réacteurs, quelle que soit le mode de production alternatif envisagé. Il est par ailleurs inutile de rêver : la recherche de l'efficacité énergétique, aussi nécessaire soit-elle, ne pourra compenser ces 20 réacteurs. On peut au contraire prévoir, sans aucune intention de provoquer *souhaiter* serait plus juste, une augmentation des besoins liée à la reprise de la croissance, à la relance de l'industrie, au développement des usages de l'électricité, notamment pour les transports, et à la lente croissance de la population.

Bref on a trop attendu, trop perdu de temps et, sauf à accepter une crise majeure d'approvisionnement électrique, l'Etat devra donc consentir à la prolongation des réacteurs.

EDF n'aura guère d'autre choix que d'accepter toutes les exigences de l'ASN dont il serait vain d'espérer une quelconque bienveillance : ce n'est pas son rôle et voilà déjà longtemps que celle-ci attire l'attention sur l'importance du défi qui attend le pays. Jusqu'à ces tous derniers jours le ministre en charge, focalisé sur la transition, ne manifestait aucune conscience de l'enjeu.

Si le parc de réacteurs est assez homogène de par sa conception, il serait bien étonnant qu'avec le temps certaines unités ne soient pas apparues plus difficiles ou coûteuses à entretenir que d'autres : toutes ne méritent sans doute pas les efforts de grand carénage prévus pour atteindre 50 voire 60 ans. Des critères géographiques (réseau ou besoins locaux par exemple) peuvent aussi jouer et conduire à préférer arrêter une unité avant une autre. Enfin la pyramide des âges des réacteurs est assez irrégulière : certaines années un ou deux réacteurs ont été mis en service la même année alors qu'à d'autres années jusqu'à 8 ont été couplés. D'autres facteurs devront être pris en compte pour lisser au mieux la charge : facteurs financiers, industriels, humains et logistiques.

Tout milite donc pour qu'une étude très sérieuse et nuancée soit faite pour établir un *calendrier objectif des mises à l'arrêt*. Il serait du reste bien surprenant qu'EDF n'ait pas dans ses cartons les prémices d'une telle analyse. En parallèle, et cela conditionne le calendrier, il conviendra de choisir par quoi remplacer les réacteurs mis à l'arrêt. Il est évident que l'option nucléaire a, là encore, toutes ses chances : ses partisans ont tout intérêt à un débat transparent dépourvu de toute idéologie car leurs arguments sont très solides.

Quoiqu'il en soit arrêter 20 ou 25 réacteurs avant 2025 pour réduire arbitrairement à 50% la part du nucléaire dans la production électrique (objectif annoncé pendant la campagne présidentielle) n'a aucun sens aux plans économiques, stratégiques ou autres, sauf à vouloir appauvrir le pays encore plus vite qu'il ne le fait déjà.

Arrêter Fessenheim fin 2016 n'a guère plus de sens : l'ASN a autorisé son fonctionnement pour 10 années supplémentaires après que le niveau de sûreté des deux réacteurs ait été relevé à sa demande pour approcher celui du futur EPR ; c'est dire que Fessenheim aujourd'hui est plus sûr que les réacteurs un peu plus jeunes qui n'ont pas atteint 40 ans. Bien sûr il faudra arrêter un *premier réacteur* mais il conviendrait de le faire au terme d'un choix objectif raisonné et expliqué, sur la base de différents critères, dont ceux de sûreté évidemment, mais pas sur un critère arbitraire d'âge pour faire plaisir à des opposants, pas tous français, qui une fois la décision prise partiront immédiatement à l'attaque de leur victime suivante. Si nos souvenirs sont exacts, il y a 20 ou 25 ans, quand EDF a décidé d'arrêter les deux réacteurs UNGG de Saint Laurent, EDF a décidé d'arrêter d'abord le plus ancien des deux puis, deux ans plus tard, le second de deux années plus jeune pour découvrir, très vite mais il était trop tard, que le mauvais choix avait été fait !

Le parc de réacteurs EDF constitue un atout important du pays, espérons qu'il soit géré avec sagesse et conformément à l'intérêt réel de la collectivité.

Bernard Lenail